

## Allocution d'ouverture du colloque de Rabat (11/09/2015)

Professeur Michel Bouvier  
Président de FONDAFIP

Monsieur le Ministre, Monsieur l'Ambassadeur de France au Maroc, Monsieur le Trésorier Général du Royaume, Cher Nourredine, Mesdames et Messieurs, mes très Chers ami(e)s, ministres et anciens ministres, élus locaux ou nationaux, membres des différents ministères, des juridictions financières, des universités, des entreprises publiques ou privées, et membres de la délégation Fondafip, présents ici :

Je voudrais, tout d'abord vous dire le plaisir que j'ai de me trouver à nouveau au Maroc pour la 9<sup>ème</sup> édition de nos rencontres, et cela non seulement parce que c'est un pays magnifique et d'une grande richesse humaine mais aussi parce que nous y menons ensemble, depuis neuf ans, une réflexion fondamentale autour des finances publiques et par conséquent autour de la construction de la société de demain, de l'Etat de demain, de la citoyenneté de demain. Une réflexion conjointe qui n'aurait pu se poursuivre et perdurer au fil du temps sans la pugnacité et le sens de l'intérêt général de Nourredine Bensouda.

Je voudrais également, au nom de Fondafip, vous dire l'honneur qui est le nôtre de participer à l'organisation de ce colloque. C'est un sujet d'une très grande importance que celui de la détermination du mode de financement des villes. Il est porteur du modèle de vivre ensemble de demain.

La question n'est pas nouvelle, elle s'est toujours posée, depuis que les villes existent. Mais aujourd'hui, elle intervient dans le cadre d'un environnement marqué par une nouvelle métamorphose de notre société qui, en quarante années, a vu l'Etat se transformer en profondeur sous les effets conjugués de la mondialisation et du développement du numérique. Ainsi, nous sommes en présence d'un basculement de nos sociétés vers un autre modèle, vers un autre monde, d'une remise en question de nos modes de penser, d'une remise en question de nos institutions qui semblent parfois à bout de souffle. Nos repères, nos concepts, nos cadres habituels, sont remis en question depuis quarante ans. Le fait que ces repères soient inadaptés constitue un véritable obstacle à l'élaboration d'une stratégie pour l'Etat et par conséquent à la définition de politiques publiques. Il est donc indispensable d'en construire de nouveaux et pour cela d'identifier le monde en transition qui est le nôtre.

Or, un obstacle majeur est intervenu, déterminant pour penser et construire l'avenir de l'Etat mais aussi des villes. Il s'agit de l'urgence de rendre nos finances publiques soutenables. Sans moyens financiers le développement urbain fait pâle figure. Certes, les villes grossissent et le phénomène métropolitain prend de plus en plus d'importance mais l'environnement financier public pourrait faire naître et s'accroître des menaces totalement inédites sur la qualité de ces villes, autrement dit, encore une fois, de notre vivre ensemble.

Il ne faudrait pas que la fragilité inhérente aux métropoles du fait de leur complexité se trouve amplifiée par l'incapacité à inventer des solutions nouvelles pour en financer les fonctions. Les métropoles sont source d'innovations et d'un développement économique et social qui bénéficie à son environnement externe, on le sait, mais l'inverse est également vrai, ses difficultés pourraient également fragiliser cet environnement.

Cher(e)s ami(e)s, vous l'avez compris, à travers notre sujet, et au-delà de ses aspects financiers, il s'agit d'interpréter un monde en pleine mutation qui se construit en réseaux, horizontalement, à travers le développement de métropoles qui occupent progressivement une part de plus en plus importante de l'espace national et international à l'identique des entreprises transnationales. Et si aujourd'hui le 1/3 de la richesse mondiale est produit au sein de 600 métropoles, il faut ajouter que 40% des flux économiques internationaux se font dans 70 000 groupes internationaux.

Il s'agit par conséquent maintenant de donner un sens à ce qui, il faut le souligner, est une réorganisation de la planète au-delà de la centralité traditionnelle. Nous sommes dans un cadre économique et politique très différent de celui dans lequel se sont forgées nos institutions et tout particulièrement les rapports entre l'Etat, l'économie et les régions. Le temps est venu de reconsidérer la distribution, le partage des pouvoirs entre les acteurs politiques et économiques nationaux et locaux. Dans un contexte marqué par la globalité, la mondialisation, ce n'est plus la classique opposition central/local qui est essentielle. Par ailleurs, le véritable défi, compte tenu de la transformation profonde du modèle économique qui s'est produite au cours de ces quarante dernières années, n'est plus tant dans les rapports entre la région et l'Etat mais

dans ceux à instituer entre les métropoles, l'Etat et les autres acteurs publics mais aussi privés, (entreprises et associations de citoyens) .

Au final, l'on assiste à une reformulation de l'économie et du pouvoir, dans laquelle les métropoles sont des nœuds de pouvoirs et donc des acteurs de premier plan dont les enjeux sociaux et écologiques sont cruciaux. Elles sont potentiellement porteuses de la société du 21<sup>ème</sup> siècle et une chance pour la réalisation du bien-être de chacun, encore s'agit-il de savoir la saisir.